



Octobre 2011
Université Fédérale

Le temps de la perturbation
Intervention de Danièle Demoustier, économiste
le samedi 01 octobre 2011 à Sangatte

Pourquoi se mobiliser ?

Quels repères peut-on se donner en matière d'utopies et de dogmes dans la société d'aujourd'hui? Pourquoi se mobiliser? Et pour-quoi? Vers quoi veut-on tendre? Pour quelles raisons? Vous voyez bien que le terme « pourquoi », si on le décortique, prend deux sens. Qu'est-ce qui fait bouger la société? Qu'est-ce qui fait bouger les groupes humains? En général, c'est l'espoir d'un avenir meilleur. Si on est fataliste, on ne se met pas en mouvement; on se met en position de victime, on subit. Pour se mettre en mouvement, en effet, il faut avoir l'horizon d'une société meilleure, voire d'une société idéale. Vous verrez d'ailleurs que je suis plutôt pour une société meilleure que pour une société idéale, parce que dans l'histoire, on a eu à plusieurs reprises des imaginations de sociétés idéales. C'est l'utopie. L'utopie sociale, c'est l'imagination d'une société parfaite, une société parfaite où tous les individus seraient en harmonie, vivant un bonheur presque parfait mais où il n'y a pas de tensions, de contradictions, de conflits. C'est donc un mode d'organisation de la société qui permet à chacun de s'exprimer, de s'épanouir, de vivre avec les autres... Mais on n'est malheureusement pas dans cette réalité.

Pourquoi en partant des sociétés idéales, via les utopies, n'arriverais-je pas à une nouvelle société idéale ? Parce que ces utopies, quand on a voulu les réaliser, cela a conduit à des systèmes totalitaires, quels qu'ils soient. Autant l'idée d'une société idéale comme horizon - l'utopie sans lieu, qui n'existe pas - est importante pour penser que l'on peut améliorer la société, autant la société idéale comme contre modèle de société réalisable me paraît là plus discutable.

Mais c'est intéressant de repartir des grandes utopies de l'histoire car on peut en retirer un certain nombre de choses. J'ai retenu trois grandes utopies (il y en a d'autres) mais il y en a trois qui ont structuré notre imaginaire social :

- L'utopie communautaire: c'est une vieille utopie. C'est celle de [Etienne Cabet](#) (voyage en Icarie), [Thomas More](#) (Utopia). C'est l'utopie de la fin du XV jusqu'au XIV siècle et qui revient de façon récurrente. C'est l'utopie des néo-ruraux qui vont créer des communautés en Ariège, en Ardèche. C'est l'utopie de la sortie de la société, parce que la société est vue comme un élément néfaste pour l'homme et on va donc retrouver l'homme bon, naturel, l'homme « rousseau-iste », dans une société sur une terre vierge. On va en Algérie pour les français, les anglais iront au Texas, sur des terres qui sont censées être inoccupées, sur lesquelles on peut partir de zéro et faire une société parfaite. C'est la société en autosuffisance où les hommes vivent en harmonie; on parle de terres d'harmonies sociales. C'est bien une utopie qui structure notre imaginaire encore aujourd'hui, car il y a de façon récurrente des projets de communauté, de contre-sociétés, en rupture avec la société d'aujourd'hui.
- L'utopie libérale (qui suit historiquement la précédente) : on la connaît mieux car

on en est imprégnés. C'est l'utopie qui pense qu'une société est une somme d'individus libres et que la rencontre des intérêts ou des égoïsmes individuels fait l'intérêt général. C'est une croyance forte, en l'homme bon, et que naturellement parce que l'homme est bon, il va s'intégrer dans l'ensemble de l'intérêt de la collectivité; son comportement individuel va donc automatiquement dans le sens de l'intérêt général.

- L'utopie communiste : celle-là, refusant la précédente, stipule que l'intérêt individuel ne conduit pas à l'intérêt général. Il faut donc une puissance qui dépasse les intérêts individuels, une autorité supra-individuelle qui puisse définir l'intérêt général. A ce moment-là, c'est la société représentée par une puissance que l'on nomme l'Etat, qui représente les intérêts convergents et qui va pouvoir réorganiser toute la société pour que les individus se retrouvent dans une société harmonieuse.

On a donc plusieurs utopies, plusieurs imaginations de sociétés parfaites, qui structurent nos sociétés et que nous devons garder parce que... Souvenons-nous de [Paul Ricoeur](#) qui a écrit « *L'utopie et l'idéologie* » qui nous dit que l'utopie a plusieurs fonctions.

- Une fonction de **distanciation** : une mise à distance par rapport à la réalité, un recul en explorant les possibles ; c'est l'ouverture des possibles.
- une fonction de **subversion** : une fonction critique. En imaginant une société idéale on va critiquer la société existante en mettant en lumière tous les écarts par rapport à la société idéale ; on va mettre en cause l'autorité et le mode d'organisation.
- une fonction de **fuite** : qui est plus problématique. C'est la fuite du présent dans un futur idéalisé. Cela peut poser problème parce que cela peut amener à se dire qu'on ne peut pas transformer la société et qu'il faut en sortir complètement pour un avenir meilleur.

Du coup, en s'inspirant de Ricoeur, on peut dire que si l'utopie n'est pas projection dans le futur, mais au contraire une transposition dans le présent d'une société idéale (en disant « *finalement la société idéale je peux la faire aujourd'hui* »), elle peut dégénérer en idéologie totalitaire. L'utopie communautaire a dégénéré très facilement en sectes. Si vous regardez les phalanstères qui ont été créés sur l'inspiration de [Fourier](#), vous verrez qu'ils ont vite dégénérés en sectes. L'utopie libérale, on le sait, produit des inégalités et des crises. L'utopie communiste a dégénéré, on l'a vu, en totalitarisme.

On voit bien que l'utopie doit rester une utopie, c'est-à-dire un idéal vers lequel on tend et non une réalité que l'on veut telle quelle. Face à cela, comment peut-on repenser « utopiquement » notre société du XXI siècle ?

Je ne suis pas capable de vous présenter une contre-utopie, je n'ai pas l'imagination ni le talent littéraire pour le faire (parce que qu'il y a des écrits littéraires qui embarquent le lecteur dans ce type de voyage). Je vous propose de m'inspirer des trois dimensions que l'on peut retirer de ces utopies pour questionner un certain nombre de dogmes qui sont dominants dans notre société d'aujourd'hui. Je vais me permettre d'être donc perturbatrice puisque c'est la fonction que vous m'avez donnée. A vous de vous en emparez ou pas !

Avec ces trois utopies, je retrouve bien les trois bases de notre pacte républicain : liberté/égalité/fraternité.

De la communauté on peut retenir la **fraternité**. C'est le respect de l'autre comme mon semblable et tout ce qu'il y a du domaine de la relation sociale et relations interpersonnelles. Toutes les communautés se sont construites sur une certaine morale.

De la **liberté**, on peut dériver vers le [libertarianisme](#). Aux Etats-Unis, il y a tout un courant libertarien (plus fort que libéral) qui pense que seul l'individu est capable de réguler la société (vision très individualiste). Mais l'individualisme, ce n'est pas que négatif, c'est aussi une aspiration à l'autonomie individuelle, c'est-à-dire au libre choix des individus. L'individu ne veut pas être enfermé dans des solidarités, des relations sociales contraintes. Il veut pouvoir exercer son libre arbitre en sachant que ce libre arbitre est limité par l'atteinte à la liberté d'autrui, sinon on tombe dans l'indifférence et l'atomisation sociale totale. Il ne faut pas négliger cette aspiration à l'autonomie individuelle dans nos réflexions sur la société d'aujourd'hui.

La troisième dimension c'est l'**égalité** qui suppose d'abolir les distinctions d'origine (ce qui est basé sur l'héritage) quitte parfois à supprimer ce qui est de l'ordre de la transmission. La loi est faite pour tous et elle s'applique à tous. Il y a une phrase de [Rousseau](#) qui est intéressante sur l'égalité « *la définition de l'égalité comme substantielle à la liberté c'est le fait que nul citoyen ne soit assez opulent pour pouvoir en acheter un autre et nul assez pauvre pour être contraint de se vendre* »

On voit bien que toute société, aussi parfaite soit-elle, reste en tension, entre ces trois pôles : le pôle communauté/fraternité, le pôle de l'autonomie individuelle et le pôle des règles sociétales qui s'imposent à la fois aux individus et aux groupes. La société est faite autour de ces tensions qui peuvent aboutir à des conflits, à des éclatements. Mais on ne peut pas imaginer aujourd'hui, une société idéale où ces trois pôles convergeraient de manière naturelle. Les sociétés sont en tension.

Comment faire autrement? Pour répondre à cette question, je vais interroger certains dogmes de notre société. Il y en a beaucoup mais j'en ai choisi trois plus économiques et trois plus sociologiques :

- Pour les sociologiques, ce sont ceux de la cohésion sociale, de l'identité et des besoins sociaux ;
- Pour les économiques, ce sont ceux de la propriété, de l'argent et de la concurrence.

Interrogations de trois dogmes sociologiques

La cohésion sociale

La cohésion sociale (qui renvoie à la notion de l'harmonie sociale du XIV siècle), c'est l'idée de faire société, du vivre ensemble. Je ne mets pas en cause l'objectif de paix sociale, mais je pense que l'approche de la cohésion est compliquée et double ; très souvent au cours des dernières années, les sociologues ont réduit la cohésion sociale au lien social interpersonnel de proximité ; la cohésion existerait si les gens ne se tapent pas dessus dans un quartier, si des voitures ne brûlent pas... Or la paix sociale est certes tout à fait indispensable à la cohésion sociale, mais si on se limite aux relations interpersonnelles, on ne peut pas comprendre d'où viennent les transformations sociales; ça ne vient pas spontanément de l'évolution des liens des uns avec les autres, ça vient de la deuxième dimension de la cohésion sociale, que j'appelle les rapports

sociaux.

Les rapports sociaux sont beaucoup plus abstraits, plus difficile à décrypter que les liens sociaux. Comment se structurent les rapports sociaux aujourd'hui ? Comment se structure la place des uns et des autres ? Quelle place j'occupe dans la société ?

Par exemple, illustration de Danièle Demoustier, enseignante.

Le lien social dans sa classe, c'est que tous se respectent, que tous aient la parole, que les échanges soient riches et conviviaux. C'est aussi que tous les élèves se sentent avancer ensemble. Le rapport social est lui beaucoup plus simple: c'est Danièle qui met la note en fin d'année. Dans le lien social, il y a égalité entre l'enseignant et les élèves mais le rapport social est lui inégal (Danièle est investie d'une autorité - ce que d'autres nommeraient de la domination - qui fait qu'en fin d'année, c'est uniquement elle qui décide si l'élève passe en niveau supérieur).

Attention à ne pas exagérer le pouvoir social de l'enseignant, mais il est existant. Il y a donc bien un rapport social qui traverse nos relations sociales. Bien sur que si les relations sociales sont riches, conviviales et dynamiques, le rapport social va être moins dominateur. A l'inverse si le rapport social est très autoritaire, l'ambiance ne va pas être terrible ! On est bien à la fois entre distinction et interaction de ces deux niveaux. Du coup, comment modifier, atténuer ce rapport social ?

Il y a deux manières et c'est ce qu'on fait :

- Le *contre-pouvoir* : on crée des instances où l'on peut discuter, remettre en cause. C'est donc reconnaître qu'il y a du pouvoir, mais on organise des contre-pouvoirs pour atténuer les effets du pouvoir ;
- *Changer l'intérieur du pouvoir*, l'intérieur de la relation du pouvoir social, à savoir qui va décider.

Il faut donc bien articuler lien social et pouvoir social et donc les distinguer.

Si on revient aux utopies, elles ont toutes essayé de redéfinir les rapports sociaux sauf que toutes sont parties de l'hypothèse générale que finalement, c'est ce qu'il y a d'universel dans l'homme qui va être le plus important : elles vont toutes s'appuyer sur un aspect qu'elles considèrent comme commun à tous les hommes et c'est là-dessus qu'elles vont organiser la vie sociale et les rapports sociaux.

Par exemple, Fourier dans son phalanstère, ce sera la passion. Tous les hommes ont des passions (passion à trafiquer, passion à changer d'activité. Il identifiera plus de 1620 passions... d'ailleurs son phalanstère devra avoir 1620 personnes pour pouvoir exprimer toutes ces passions et vivre dans une société harmonieuse).

Les libéraux, au contraire, considèrent que l'homme est égoïste, et c'est en s'appuyant sur son égoïsme, son intérêt individuel que l'on va atteindre la société harmonieuse.

Dans l'utopie communiste, c'est le mérite à accomplir une œuvre commune qui surplombe l'ensemble des individus. C'est pour ça aussi que l'on parlait du socialisme utopique.

Cette société idéale est donc faite pour supprimer tout ce qui est tension, conflit. Je pense que c'est en grande partie la négation de ces tensions qui a conduit à l'éclatement des communautés et qui ont conduit aux crises et aux inégalités.

L'identité

L'identité c'est une question difficile. On en parlait dans un atelier hier. Elle se réfère à la manière dont on se voit dans la société et à la manière dont on se voit soi-même. Traditionnellement, on se définissait plutôt par une identité unique: par exemple le mineur de Lorraine se définissait avant tout comme mineur, et pour cause: son métier

avait un impact sur son lieu de travail, son domicile, son rapport à la santé, ses réseaux sociaux, son mode de consommation, etc. Ou c'est par exemple l'identité des instits qui était symbolisée par le catalogue de la CAMIF... On était là dans des comportements homogénéisés, des modes de vies très liés au statut professionnel... l'identité était donc facilement cataloguable.

Aujourd'hui, c'est beaucoup plus compliqué. Mais on tend quand même à donner des identités simples aux gens et ce qui fait que certains les intériorisent complètement, par exemple, les jeunes de banlieue sont considérés comme un groupe homogène. Or, les identités sont bien multiples.

On voit bien actuellement qu'en matière d'engagement associatif, les plus jeunes ne veulent plus être attachés à une structure associative en particulier, mais passent facilement d'une association à une autre. On est plus dans la reconnaissance de la diversité des identités. Inversement, les politiques publiques fonctionnent toujours par public-cible, enferment les individus dans des identités ou des représentations très homogènes. On continue à catégoriser, alors que nous sommes dans une société plus ouverte.

Les besoins sociaux

Il sont souvent matérialisés par la [pyramide de Maslow](#), qu'à titre personnel, je rejette. C'est l'outil soit-disant définitif qui va hiérarchiser nos besoins. Alors, on a d'abord les besoins primaires, ensuite des besoins secondaires et enfin, si tout va bien, des besoins tertiaires. Donc il faut d'abord satisfaire les besoins primaires, ensuite satisfaire les besoins secondaires, et puis les tertiaires.

Ça veut dire qu'on a souvent des jugements très moraux sur les comportements des gens, notamment ceux qui vont s'acheter un écran plat au lieu de bien nourrir leurs enfants, ceux qui vont avoir des grosses voitures, alors qu'ils n'entretiennent pas leur logement, etc.

Mais vous voyez, cette pyramide de Maslow, moi je trouve qu'elle fait de dégâts assez considérables. Elle fait des dégâts considérables car elle ne met pas les gens dans leur contexte. Les modes de vie dépendent des contextes. On a une déstructuration des besoins, on ne sait plus distinguer le nécessaire du superflu, on ne sait plus, mais on va dire aux gens comment faire, c'est le boulot d'une bonne conseillère en économie sociale et familiale, de redonner une bonne analyse des besoins.

Moi je pense que c'est plus compliqué que cela, parce que le nécessaire, le superflu d'hier devient le nécessaire d'aujourd'hui, et en fonction du contexte - et pas seulement de la publicité - les besoins sont de différentes natures, et là aussi, c'est beaucoup plus complexe.

Aujourd'hui, on a besoin d'une voiture pour aller travailler, d'ailleurs beaucoup de structures aident les jeunes à passer leur permis de conduire, acquérir ou louer une voiture, etc. On a besoin d'un portable, on a besoin d'être joignable tout le temps. C'est aussi notre société qui nous impose, non seulement une vision de nos besoins, mais aussi une certaine hiérarchie des besoins. Cette hiérarchie n'est pas naturelle, elle est socialement construite.

Moi je préfère l'analyse d'Économie et Humanisme, qui est une association qui a beaucoup travaillé dans l'après guerre. [Louis-Joseph Lebreton](#) fait une distinction, non pas hiérarchique des besoins, mais il faisait une analyse horizontale des besoins, en disant

qu'il y a trois types de besoins : il y a les besoins **de base**, les fondamentaux, les besoins qu'il appelle **de confort**, et les besoins **de dépassement**.

Mais il ne faisait pas de hiérarchie. Il disait que, parfois, il faut assouvir un besoin de dépassement avant de satisfaire un besoin fondamental. Il faut parfois d'abord que les gens soient libres, libérés d'un certain nombre de choses, qu'ils puissent avoir de l'imagination, il faut qu'ils puissent participer, avoir des liens sociaux forts, avant de se nourrir, se loger, correctement.

Dans le système de Le Bret, la hiérarchie ne se fait pas sur les besoins, mais sur les modes de satisfaction de ces besoins. Alors là, il faudrait moderniser l'analyse, mais il disait que les besoins fondamentaux sont communs à tout le monde, donc ils doivent être remplis par la collectivité publique, parce qu'il faut que tout le monde puisse y avoir accès.

Les besoins de confort, ceux-ci sont limités, hier c'était la machine à laver, aujourd'hui c'est le portable, et après demain ça sera l'ipad, etc. Et là, le capitalisme est très fort pour les susciter et pour y répondre.

Les besoins de dépassement, c'est ni la collectivité, ni l'économie lucrative qui peut y répondre, c'est plutôt l'économie associative. L'association, c'est le lieu où l'on peut faire de la culture, on peut être créatif, on peut avoir du lien social, de la convivialité, c'est plutôt le côté social. On peut être initié à la participation, à la citoyenneté, c'est plutôt le côté politique. Vous voyez donc que la distinction qu'il établissait était plus sur le mode de réponse à ces besoins, que sur l'analyse des besoins.

Ça veut dire que pour questionner la société future, on peut se questionner du coup, par rapport aux besoins: qu'est ce qui relève des choix individuels, et quels sont les choix de la collectivité, de la société? Et quelles sont les priorités que met la société par rapport à ces besoins?

Concernant les questions plus économiques, j'en ai pris trois. La question économique, c'est comment on va répondre à ces besoins sociaux. J'ai choisi la question de la propriété, la question de l'argent et la question de la concurrence.

Interrogations de trois dogmes économiques

La propriété

Alors la propriété, c'est un dogme absolu dans notre société, au point qu'on entend continuellement un certain nombre de slogans liés à ce dogme, comme « tous propriétaires de logements », « tous actionnaires », etc. Sauf qu'on distingue pas d'où vient cette propriété. Par exemple, quand [Proudhon](#) a écrit « *la propriété c'est le vol* », il n'a pas condamné toute forme de propriété, et notamment il ne condamnait pas la propriété issue du travail. Quand on devient propriétaire parce qu'on peut payer avec le fruit de son travail l'objet qu'on achète, c'est pas la même chose que quand on est propriétaire ou par héritage, parce qu'on vient d'une famille riche et qu'on a bénéficié de cette propriété, ou bien parce qu'on spéculé, on accroît sa propriété par le travail des autres.

Globalement, si notre société est tellement attaché à la propriété, ce parce que je crois qu'elle fait trois hypothèses :

- elle fait une hypothèse que la propriété assure la *sécurité*, on est à l'abri du

- besoin si on est propriétaire ;
- si on est propriétaire, on va *entretenir* son bien, donc on va pas le laisser dégrader;
- on va en faire *un bon usage*, efficace et pertinent.

Sur ces trois points, on peut se questionner si c'est vraiment la propriété qui répond à ces injonctions. On peut prendre pleins d'exemples qui interrogent la pertinence de la propriété, dans le logement, dans le transport, dans les biens de consommation, que je ne développerais pas là.

Ce qu'on peut faire, c'est d'essayer d'imaginer de remplacer la propriété par un autre droit. Un courant de pensée émerge, qui propose de remplacer le droit de propriété par le droit d'usage. On a pas besoin d'être propriétaire pour utiliser correctement un bien. Au contraire peut-être que ça éviterait les dérives de la propriété.

Ça s'appelle **l'économie de la fonctionnalité**. Ça renvoie à des analyses qui proposent de raisonner sur la fonction et pas sur le bien lui même. Ça veut dire qu'on envisage l'habitat et pas simplement le logement, la mobilité et pas simplement la voiture. Pour répondre aux besoins, il faut organiser des fonctions.

Et à ce moment là, l'idée c'est que la propriété pourrait être collective. Il y a notamment des expériences aujourd'hui sur les coopératives d'habitants. En France, avec [Giscard](#) et le « Tous propriétaires », on avait d'une certaine manière interdit les coopératives d'habitants. Aujourd'hui, avec la question de l'accès au logement et la spéculation immobilière, on voit les renaître. Le principe c'est que la coopérative est propriétaire des logements, comme les bailleurs sociaux d'une certaine manière, mais avec un lien beaucoup plus étroit, puisque le coopérateur possède quand même des parts, mais il ne va transmettre que ces parts, il ne transmettra pas la propriété elle-même, et ça c'est important. Donc il transmettra le droit d'usage du logement, mais il ne transmettra pas le droit de propriété. Il y a quand même un sentiment d'appropriation mais qui n'est pas de la propriété. Donc ça fait éclater juridiquement les différents attributs, ceux qui viennent du droit romain, de *l'usus*, *l'abusus* et le *fructus*: la propriété c'est l'usage, la capacité d'abuser du bien (c'est à dire de le vendre) et d'en collecter les fruits. Avec la coopérative, on n'en a que l'usage, et c'est la collectivité qui en a les deux autres fonctions, la possibilité de vendre et la possibilité d'avoir des loyers.

Ça se retrouve beaucoup dans le transport aussi. Quand on développe de l'auto-partage, des prêts de vélos, etc, on est bien dans l'usage, on est plus propriétaire de sa voiture ou de son vélo, mais la société, la collectivité, organise un droit d'usage de ces biens.

Pour aller plus loin, on commence à voir cela même dans l'industrie. Les entreprises commencent à le faire, notamment Michelin fait cela avec les entreprises de transports routier. Michelin loue les pneus aujourd'hui, ne les vend pas, et du coup, fait payer le service location et l'entretien et non pas la vente. Et là on est dans une économie de développement durable, où on gaspille moins, car quand Michelin vend des pneus, il a intérêt à faire des pneus qui s'usent très vite; là c'est le contraire: Michelin a intérêt à faire des pneus solides dont l'entretien ne coutera pas cher. Donc on transforme complètement notre logique par rapport au gaspillage, et contrairement à ce qu'on pense, la propriété n'est pas le seul moyen d'assurer le non-gaspillage, d'assurer le bon usage, etc.

Pour ce qui vous concerne, cette économie de la fonctionnalité induit qu'il y ait des plateformes de service qui permettent l'exercice de ce droit d'usage, où les usagers ne seraient par forcément des propriétaires et pas forcément des clients non plus, pourraient avoir des accès assez fluides à différents services, des paniers de biens et de services, et je pense qu'au niveau du cadre de vie et de la vie quotidienne, il y a sûrement des perspectives à ouvrir.

L'argent

Le deuxième point, c'est l'argent. On parle beaucoup de l'argent aujourd'hui. Alors je ne vais pas reprendre toutes les analyses de la monnaie, de l'argent, mais on voit bien aujourd'hui que l'argent, qui est supposé être simplement un intermédiaire de l'échange - dans la théorie économique, l'échange monétaire est un échange d'équivalent - est complètement perturbé. On ne sait plus qu'est-ce qui vaut quoi. En plus, on est dans une société qui se monétarise de plus en plus, et on voit bien les difficultés de cette monétarisation.

Alors je vais juste questionner quelques alternatives sur l'argent, parce qu'il y a des vrais débats aujourd'hui. Premièrement **la gratuité**. Est-ce que finalement, le moyen de sortir de cette situation, ce n'est pas une certaine gratuité? [Paul Ariès](#) défend aussi ces idées et l'expérimente autour de l'accès à l'eau.

On voit de plus en plus de zones de gratuité, où les gens déposent des choses; vient se servir qui veut. Là il n'y a plus aucune relation à la monnaie. On parle aussi de logiciel libre, où les gens qui les produisent ne sont pas payés pour leur production.

La plupart du temps, la gratuité pose la question de son financement : ce n'est pas parce que l'accès est gratuit qu'il n'y a pas un coût derrière. Du coup, la question, c'est: qu'est-ce que la société souhaite accessible gratuitement à tous? Ça rejoint le droit d'usage. Et qu'est ce que la société accepte de rationner? Car quand on met un prix, ça a un effet de rationnement.

Il y aussi une tendance à ne pas vouloir tout transformer en monnaie, tout monétariser. Il y a donc cette tension entre le besoin d'échanger par la monnaie et les besoins d'une certaine gratuité.

La deuxième question posée dans le cadre de la contestation de la monnaie, ce sont les monnaies dites parallèles, sociales ou complémentaires. C'est une vieille histoire: au XIXe siècle déjà, il y a eu de nombreuses expériences de monnaies alternatives, notamment sur la base du temps de travail.

Ce principe, on l'a retrouvé avec les [SEL](#) (Système d'échanges locaux) : il s'agit d'essayer de trouver un étalon de mesure un peu différent. Car qui dit monnaie, dit étalon de mesure, il faut savoir sur quoi elle est basée... En matière de SEL, il y a les SEL égalitaires, basé sur le temps : 1h égale 1h. Par exemple, si je donne 1h de cours d'informatique, j'ai droit à 1h de babysitting. Et les SEL dits inégalitaires, qui se rapprochent plus de notre évaluation marchande. Dans ce cas là, par exemple, 1h d'informatique vaut 3h de baby-sitter.

Le même principe est appliqué à une autre monnaie alternative: les [SOL](#) qui partent de l'idée de développer des monnaies qui soient territorialisées, dans une logique de relocalisation de l'économie. Elles cherchent en effet à recréer des échanges locaux, donc à valoriser l'économie locale. Et puis l'autre principe de ces monnaies, c'est d'éviter

la spéculation. Il s'agit en effet de monnaies fondantes: si elles ne circulent pas, leur valeur diminue ; par exemple, si vous la gardez dans votre porte-monnaie plus de 6 mois, elle vaudra 10% de moins. Elle perd de sa valeur, donc elle ne peut pas être thésaurisée.

Mais le problème, c'est que la monnaie ne sert pas qu'à l'échange, elle sert aussi à l'investissement. Or une monnaie fondante ne peut pas servir à l'investissement, car par définition, l'investissement se fait sur du moyen ou du long terme. Donc cela signifie qu'on aura toujours besoin d'une monnaie commune, d'une monnaie « légale », dont la valeur est garantie par une banque centrale. La question, c'est : est-ce qu'on peut quand même en freiner la spéculation ?

Et là, je pense que nous avons quand même des pistes du côté des banques coopératives, qui sont restées coopératives. C'est-à-dire celles qui n'ont pas créé de filiales financières. En effet, toutes les banques coopératives qui ont été prises dans la crise financière sont celles qui ont créé des filiales, qui ont été cotées en bourse et qui ont acheté, par cupidité, des titres « pourris » et qui, du coup, ont perdu de l'argent.

Mais les banques coopératives qui restent coopératives, c'est-à-dire qui restent dans la non-lucrativité et la gouvernance démocratique, celles-là n'ont pas été prises dans la crise, elles ont continué à garantir l'épargne de leurs déposants. Donc elles sont dans le rôle d'une banque normale, c'est-à-dire que les déposants puissent aller déposer de l'argent à la banque, que les entreprises puissent emprunter, etc.

Donc nous avons des pistes aujourd'hui pour réfléchir à un autre rapport à la monnaie, en sachant qu'il n'y aura pas une seule solution. C'est sans doute dans l'agencement entre ces différentes monnaies que l'on peut trouver des solutions.

La concurrence

Ça c'est un dogme de l'Union Européenne. D'après elle, il faut tout mettre en concurrence. La raison invoquée est que le [keynesianisme](#), qui passe notamment par l'intervention de l'Etat, n'a pas réussi jusqu'ici à garantir de la croissance. Donc, si l'on veut augmenter les quantités et baisser les prix, la seule solution proposée est la concurrence... Or, ce qui est intéressant, c'est qu'à chaque grande crise mondiale, nous passons par une période de mise en concurrence, mais la sortie de crise, ce n'est pas sur la concurrence qu'elle se fait.

Il faudrait donc peut-être s'interroger sur les termes que [Schumpeter](#) associe aux crises, à savoir: « *la destruction créatrice* ». La crise est une période de destruction, mais la création doit-elle se faire sur la base de la concurrence ? Moi je pense que la création de notre nouveau système ne se fera ni sur la base de la concurrence, ni simplement sur la base de la régulation publique.

Je pense qu'elle se fera sur la base de la **coopération**. Je pense que c'est très important de réhabiliter la coopération, à tous les niveaux : entre les individus, à l'école, entre les entreprises, entre les associations, etc. Car la coopération a le mérite de combiner de l'autonomie individuelle et le collectif.

Je conclurai en essayant de répondre à la question suivante : comment se fait la transformation sociale ? Quels sont ses différents vecteurs ?

A mon sens, il y en a quatre :

– **Le changement des comportements individuels.**

Par exemple, si un certain nombre d'individus n'avait pas alerté la société sur les changements climatiques, la société n'aurait pas évolué sur ce problème.

– **Il y a les pratiques, les expérimentations collectives.**

Les centres sociaux sont un bon lieu pour cela. La difficulté, c'est de diffuser ces expérimentations.

– **Il y a la diffusion des idées, et ça c'est le rôle des penseurs.**

Dans les penseurs, il y a des agitateurs d'idée (Aries, Viveret, etc.) qui vous propulsent loin avant dans la société. Après, il faut trouver le chemin pour y parvenir... Mais ils vous envoient dans des schémas tout à fait nouveaux, ils vous ouvrent les possibles.

– **Et puis il y a la revendication, le mouvement social.**

Ce n'est pas le tout de faire changer les comportements, il faut faire changer les règles sociales. Et il est important que les acteurs sociaux se mobilisent. Cela peut se faire par pression sur les politiques locales ou par une mobilisation plus générale, de façon pacifique ou plus conflictuelle... C'est très variable. Mais il est important que les règles puissent changer pour que tous ces comportements individuels et ces pratiques collectives puissent sortir de l'expérimentation pour construire la norme de la vie en société.

Et à ce moment-là nous aurons la nouvelle société dont nous rêvons sans pouvoir très bien la définir pour l'instant.